

# LA NATION

QUOTIDIEN D'INFORMATION EN LIGNE FONDÉ LE 21 FEVRIER 2005

SEPTIÈME ANNÉE N° 638 DU 23 AOÛT 2012

1801/2012 : 211<sup>e</sup> ANNÉE DE LA NATION GUADELOUPE

## LA CITATION DE LA SEMAINE

« Le peuple est en haut, la foule est en bas. »

VICTOR HUGO

Suivez Nous sur }  
**facebook**



Carte mondiale du commerce des esclaves



**LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS  
À CÔTÉ DE LA PLAQUE  
POUR LA GUADELOUPE**

**LE 23 AOÛT, JOURNÉE INTERNATIONALE DU SOUVENIR DE LA  
TRAITE NÉGRÈRE ET DE SON ABOLITION**

### 23 AOUT JOURNÉE INTERNATIONALE DU SOUVENIR DE LA TRAITE NÉGRIÈRE ET DE SON ABOLITION

C'est dans la nuit du 22 au 23 août 1791 qu'a commencé à Saint Domingue (aujourd'hui Haïti et République dominicaine) l'insurrection qui devait jouer un rôle déterminant dans l'abolition de la traite négrière transatlantique. La Journée internationale du souvenir de la traite négrière et de son abolition est commémorée le 23 août de chaque année. La Journée internationale du souvenir de la traite négrière et de son abolition vise à inscrire la tragédie de la Traite dans la mémoire de tous les peuples. Conformément aux objectifs du projet interculturel "La route de l'esclave", elle doit être l'occasion d'une réflexion commune sur les causes historiques, les modalités et les conséquences de cette tragédie, ainsi que d'une analyse des interactions qu'elle a générées entre l'Afrique, l'Europe, les Amériques et les Caraïbes. Les premières commémorations de la Journée internationale du souvenir de la traite négrière et de son abolition ont eu lieu dans plusieurs pays, notamment le 23 août 1998 à Haïti et le 23 août 1999 à Gorée au Sénégal.

**Irina Bokova**, Directrice générale de l'UNESCO adresse au monde le message qui suit :

« La traite négrière qui, du XVI<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle, a arraché des millions d'Africains à leur terre pour les déporter et les réduire en esclavage dans différentes régions du monde est longtemps restée une histoire occultée. En rendant hommage, le 23 août de chaque année, aux femmes et aux hommes qui ont combattu ce système d'oppression, l'UNESCO souhaite encourager la réflexion et les échanges sur cette tragédie qui a imprimé sa marque sur le monde tel qu'il est aujourd'hui. En effet, par le capital accumulé durant la traite, et le rôle d'investissement qu'il a joué dans l'industrialisation de l'Europe et des Amériques, par les interactions culturelles issues de cette tragédie et qui ont nourri les créations artistiques modernes, et par le combat abolitionniste qui a profondément influencé les mouvements des droits de l'Homme, cette histoire a contribué à façonner notre monde contemporain. A travers ce projet, l'UNESCO met également en exergue le dialogue des cultures entre les peuples des différents continents qui ont donné naissance à de nouvelles expressions culturelles participant de l'extraordinaire diversité du monde, de sa force créatrice et de sa capacité à se réinventer perpétuellement, tel que nous le connaissons. Les expressions artistiques - le blues, le jazz, la soul, le reggae, le mayola, le candombe, le hip hop, le tango, la capoeira, mais

aussi les manifestations des croyances et expressions religieuses - le vaudou, les syncrétismes religieux - en sont le fruit, et constituent notre patrimoine commun. C'est pourquoi, loin d'être un fait du passé, la question de la traite négrière et de l'esclavage nous interroge tous, et plus encore les jeunes générations qui se sont appropriées cet héritage et qui, fort de ce legs, sont pleinement mobilisées dans le combat contre le racisme et la discrimination, conséquences persistantes de cette histoire. Ce passé nous interpelle enfin car il soulève des questions d'une brûlante actualité, telles que la réconciliation nationale, le respect du pluralisme culturel, la construction de nouvelles identités et de citoyennetés dans un monde en perpétuel mouvement. A l'occasion de cette Journée de commémoration, chacun est invité à ce devoir de mémoire, à s'interroger sur les conséquences de ce passé sur notre présent, sur les nouvelles exigences du vivre ensemble dans nos sociétés multiculturelles et sur la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage dont sont victimes aujourd'hui des millions d'êtres humains. Par leurs luttes, leur désir de dignité et de liberté, les esclaves ont contribué à l'universalité des droits humains. Il faut enseigner les noms des héros de cette histoire, car ils sont les héros de toute l'humanité ».

LA CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE salue et remercie les initiateurs de cette journée , rend hommage aux femmes et aux hommes d'Afrique qui ont été réduits en esclavage par les occidentaux et les arabes , salue les actions menées pour faire disparaître ce déni de dignité humaine et demande aux jeunes générations de notre pays et du monde de se souvenir pour que plus jamais l'esclavage ne se reproduise .

## LA RÉDACTION

Suivez Nous sur }  
**facebook**



# AFFAIRES NATIONALES

## POLITIQUE

### L'AUGMENTATION DU PLAFOND DU LIVRET A EST MAUVAIS POUR L'ÉCONOMIE DE LA GUADELOUPE

Le ministre de l'Économie français, Pierre Moscovici, a dévoilé les grands traits de la réforme du livret A en conseil des ministres, sans même attendre le rapport sur la réforme de l'épargne réglementée. En décidant d'augmenter de 50% le plafond du livret A en deux étapes d'ici décembre 2012, le gouvernement a montré une profonde méconnaissance des circuits du financement de l'économie en France s'attirant les foudres de la Fédération bancaire qualifiant le projet de « mesure à contre-emploi ». Le livret A appartient au monde de l'épargne réglementée. Autrement dit tout établissement bancaire et assurantiel peut le proposer à ses clients depuis le 1er janvier 2009 mais c'est l'état qui en fixe le plafond, la rémunération et la destination. Depuis le décret n° 2011-275 du 16 mars 2011, 65% des sommes collectées sont affectées à un fond géré par la Caisse des dépôts avec pour vocation de financer le logement social et la politique de la ville. Comme le dit l'Observatoire de l'épargne réglementée dans son rapport 2011 « le montant des prêts signés en 2011 au profit du logement social et de la politique de la ville est resté à un niveau élevé, s'établissant à 14,8 milliards d'euros ». D'ailleurs le fond est tellement excédentaire qu'il a servi de fonds de secours pour financer les collectivités locales dispendieuses, cigales criant famine suite à la disparition de Dexia, l'année dernière. Comme toujours personne ne connaît la contribution des guadeloupéens. Enfin, d'après la loi, le taux de 65% est automatiquement modifié à la hausse si un brusque tarissement des ressources du livret A venait à menacer la possibilité de prêter aux bailleurs sociaux donc rien à craindre pour les HLM. Les 35% de sommes collectées non centralisées sont laissées à disposition des banques qui doivent les utiliser pour financer les PME-PMI. Les crédits aux PME-PMI n'est donc pas du tout liée à la hausse des encours du livret A mais plutôt à la confiance des banques dans leur propre solidité et au contexte macroéconomique. Le financement à destination des entreprises guadeloupéennes a fortement diminué passant de 43 % de l'épargne des ménages en 2000 à moins de 20% en 2010. Au moment où les nouvelles réglementations Bâle III pour les

banques et Solvency II pour les assureurs exigent un renforcement des contraintes de liquidité, le transfert des comptes courants vers le livret A fragilisera encore un peu plus les établissements bancaires, qui pourraient même en réponse freiner leur capacité de prêt. Cette décision va donc détourner l'épargne des investissements productifs et donc limiter la croissance .

## **LA PROCHAINE CLÔTURE DU PROCESSUS DE PRÉPARATION DE LA LOI DE FINANCES POUR 2013**

A un mois de la clôture du budget 2013 par le gouvernement, Pierre Moscovici le ministre français de l'économie a donné quelques indications sur son élaboration . Il a confirmé son cap à 1,2% de croissance en 2013 alors que la Cour des comptes mise sur 1% et que d'autres instituts publics et privés prévoient un niveau encore plus faible. Bercy a prévenu qu'il faudrait encore 15 milliards d'euros de hausses d'impôts supplémentaires pour atteindre les 3% de déficit en 2013. Il sera difficile pour celui-ci de trouver 15 milliards d'euros sans toucher les entreprises - ce qui serait alors contraire aux objectifs de compétitivité officiellement poursuivis. Dès lors, le gouvernement devra tabler sur les impôts à large assiette c'est à dire la TVA ou l'impôt sur le revenu sur l'ensemble de la population. Par contre, rien n'a été dit sur les réductions de dépenses .Il existe trois sources d'économies possibles pour le gouvernement qui renvoient à des problèmes structurels et politiquement difficiles : Il faut que les régimes de retraites soient équilibrés et fixer l'âge de la retraite au même niveau que celui des Italiens ou des Allemands, soit 65 ans, voire 67 ans. Supprimer une couche d'administration locale quelle qu'elle soit afin de réaliser des économies de fonctionnement, un des facteurs d'amélioration de l'ensemble de notre compétitivité. Toutes les entreprises ont appris à supprimer une couche dans les structures de hiérarchie verticales. Sur ce point, je rejoins Bruno Le Maire que je trouve très courageux. Réformer l'Assurance maladie en revisitant de fond en comble le régime d'assurance que se soit avec la carte des hôpitaux, la prévention, la distribution des médicaments ou les génériques. Sur le budget des colonies aucune indication n'est donnée. VICTORIN LUREL qui dans l'opposition passait son temps à critiquer ne communique pas sur cette question . **Trois questions se posent pour le budget des colonies : le ministère des colonies continuera t il à avoir 12 % des dépenses ? le document récapitulatif de la politique globale pour les colonies sera t-il juste un document d'information ? Qui sera consulté dans notre pays ?**

## **ECONOMIE SOCIAL SANTE SCIENCES**

### **LE MÉCANISME DU GOUVERNEMENT NE FERA PAS BAISSER LES PRIX DU CARBURANT**

Le Premier ministre français Jean-Marc Ayrault a annoncé hier une baisse des taxes sur le carburant. Le gouvernement n'a pas choisi de geler les prix de l'essence. Il a décidé d'agir sur la fiscalité sur les carburants. Pas de gel, mais une baisse modeste et provisoire des taxes sur le carburant. C'est un geste symbolique. Évidemment, l'impact sur le prix du litre peut être effacé en quelques jours par une flambée du pétrole qui pourrait provenir d'une offensive d'Israël en Iran, ou d'une explosion au Nigéria, ou d'une tension politique en Arabie saoudite. L'effet positif dans le cœur ou le portefeuille des automobilistes serait instantanément effacé tandis que l'effet négatif dans les comptes publics plomberait la dette publique qui n'a pas besoin de ça. Il n'y a certes pas que le levier des taxes pour peser sur le prix de l'essence. Le Premier ministre a d'ailleurs précisé qu'il demanderait des efforts aux producteurs et aux distributeurs. Mais ces efforts seront fatalement limités. Raisonons ici sur le gazole, carburant le plus brûlé. Pour un prix de 1,45 euros, il y a 68 centimes de taxes, soit une petite moitié. Et puis 8 centimes pour le transport et la distribution. En continuant de remonter la chaîne, il y a dix à quinze centimes pour le raffinage. Et puis en amont, il y a le pétrole, un peu plus de 60 centimes par litre, entièrement fixé sur les marchés mondiaux. Il faudrait d'autres mesures pour diminuer le prix de l'essence.

### **LA DENGUE UN DANGER QUI GRANDIT**

La dengue constitue un danger toujours croissant en Amérique Latine et en particulier dans les Caraïbes. Des nouvelles sur la dengue, une maladie souvent mortelle, se taillent, ces dernières semaines, une place importante dans les médias de l'Amérique Latine et des Caraïbes. L'OMS, l'Organisation Mondiale de la Santé, souligne dans un rapport que la dengue menace quelque 2 milliards 500 millions de personnes dans le monde. Cela fait la moitié presque de la population de la planète. Une donnée curieuse : toujours d'après l'OMS cette maladie n'est plus privative des pays tropicaux. En fait, pour le vieux continent la dengue pose un problème de santé. Des foyers de la maladie ont été repérés pour la première fois en France et en Croatie, en 2010. Les hôpitaux d'autres pays européens ont également dû soigner des cas de dengue contractés hors du continent. Cette maladie est transmise par le moustique *Aedes Aegypti*, un insecte aux habitudes diurnes qui se reproduit dans des eaux étanches et propres. Son parent asiatique, *Aedes Albopictus*, s'est propagé aux Etats-

Unis et au Canada, moyennant le commerce de pneumatiques. Autrement dit, le transport de marchandises a globalisé la maladie. En 1970, une dizaine de pays avait subi des épidémies de dengue. Aujourd'hui, cette maladie est devenue endémique dans une centaine de pays de tous les continents. L'OMS signale le Sud-est de l'Asie et le Pacifique occidental comme les zones les plus sévèrement touchées. En 2010, les autorités sanitaires de ces deux zones avaient dépisté quelque 2 millions 200 mille cas, dont plus de 50 mille dans sa version la plus grave : la dengue hémorragique. 2,5% des personnes ayant contracté la maladie ont trouvé la mort. Dans l'ensemble de la Caraïbe, le taux d'infestation est également élevé. 16 700 cas avaient été enregistrés dans la zone début juin, d'après les statistiques les plus récentes de l'Office Panaméricain de la Santé. Le Mexique et l'Amérique Centrale n'échappent pas du mal. Cette région a vu même se réduire le nombre de touristes et baisser leurs recettes à cause de cette maladie. En Amérique du Sud, le Brésil, le Venezuela et la Colombie sont les pays les plus touchés. Malheureusement, les nouvelles ne sont pas du tout encourageantes. Des chercheurs scientifiques craignent que la dengue devienne plus mortelle à cause de la combinaison des quatre variantes infectant la région. Seule une forte prise de conscience du danger que représente la dengue semble efficace.

## **PRÉPARÉE PAR LA RÉDACTION**



# **AFFAIRES INTERNATIONALES**

## **SOCIÉTÉ MONDIALE**

### **LES BOURSES OCCIDENTALES DÉBOUSSOLÉES**

Les Bourses semblent avoir perdu leur boussole. Aucune tendance ne se dégage vraiment : les mouvements baissiers sont régulièrement contrecarrés par des retournements à la hausse. Les assouplissements annoncés par la BCE, la Banque d'Angleterre et la Banque populaire de Chine n'ont pas rassuré, au contraire. Les investisseurs lorgnent du côté de la Fed pour voir si celle-ci va se lancer dans un QE3. Pour l'instant, Bernanke assure que ce n'est pas à l'ordre du jour. Mais attendons que la situation empire légèrement, et je suis sûr qu'il changera de discours. Ce ne serait pas surprenant : tandis que la récession est aux portes des

principales économies européennes, l'économie américaine, qui manifestait une timide reprise, semble s'essouffler... Un chômage élevé, une inflation dissimulée et surtout un secteur immobilier qui ne redémarre pas tandis que les déficits US se creusent... rien de bon en année électorale... Du coup, le S&P 500 fait grosso modo du surplace comparé à son niveau du 1er janvier. Avec ses indicateurs avancés, l'OCDE a publié un diagnostic général d'où il ressort que les économies développées ralentissent mais que les émergents ne sont que modérément entraînés dans leurs sillages. Sauf que la Chine nourrit toutes les inquiétudes (alimentées par les deux assouplissements monétaires consécutifs). La croissance chinoise "n'est que" de 7,6% au deuxième trimestre, un peu inférieure au consensus (7,7%), en léger recul par rapport au trimestre précédent (8,1%). Mais c'est le rythme le plus faible depuis 2008. La consommation intérieure ralentit sa progression et la production industrielle a été décevante en juin. La Zone euro est également tendue, vous le savez, avec le problème des banques et celui des dettes souveraines. On va reparler très bientôt de la Grèce où rien n'est résolu. On commence à parler de Chypre, premier domino entraîné par la Grèce -- mais les enjeux sont plus modestes.

## **AMÉRIQUE LATINE, CARAÏBES**

### **LA DIGNE RÉACTION DE L' AMÉRIQUE LATINE ET DE LA CARAÏBE**

Ceux qui ont sous-estimé la décision du gouvernement équatorien d'accorder l'asile politique au journaliste australien Julian Assange ont sûrement eu une très mauvaise fin de semaine. L'Amérique Latine a confirmé son soutien à la souveraineté du gouvernement de Rafael Correa. En effet, les pays membres de l'ALBA, l'Alliance Bolivarienne pour l'Amérique Latine qui rassemble une vingtaine de pays latino-américains et caribéens, ont exprimé samedi leur soutien au gouvernement équatorien et leur opposition aux menaces d'irruption dans l'ambassade de l'Équateur à Londres lancées par le Royaume-Uni. Dimanche, c'était le tour de l'UNASUR, l'Union des Nations Sud-américaines qui rassemble entre autres les grandes économies de cette partie du continent, à savoir le Brésil, l'Argentine et le Venezuela. L'arrogance britannique et le silence complice de Washington se sont heurtés à la réunion ministérielle de l'ALBA réalisée à Guayaquil, une réunion qui a démontré que le gouvernement équatorien n'est pas seul. Du point de vue du droit international, l'Équateur a tout son droit d'accorder l'asile au fondateur de Wikileaks et les gouvernements de la Suède, du Royaume-Uni et des États-Unis auxquels la diplomatie équatorienne a demandé la contribution pour éclaircir les accusations formulées contre Julian Assange, sont restés sans arguments. Les 12 pays membres de l'UNASUR ont également exprimé leur solidarité avec le gouvernement du président Rafael Correa et ils ont condamné, de même que l'ALBA, les menaces de violation du siège diplomatique équatorien à



Londres. L'UNASUR a confirmé le droit souverain des Etats à accorder l'asile politique, l'actualité des principes consacrés par la convention de Vienne sur le droit international, le respect de la souveraineté et l'observation des conventions. Ces 12 pays se sont opposés à la menace du recours à la force. Faisant clairement allusion aux menaces proférées par des responsables des autorités britanniques, l'UNASUR a souligné qu'en vertu des normes du droit international, aucun gouvernement ne peut invoquer le droit interne pour ne pas tenir une obligation à caractère international. Ces deux réunions, celles de l'ALBA et celle de l'UNASUR, ont donné une véritable leçon à l'empire britannique, largement repoussé en Amérique Latine à cause de sa soif de domination coloniale sur les Iles Malouines, dont la souveraineté est réclamée par l'Argentine. Le soutien solide dont bénéficie l'Equateur en Amérique Latine, les arguments présentés par la diplomatie équatorienne et l'appui populaire offert à l'asile accordé à Julian Assange placent Londres et Washington dans une situation difficile face à l'opinion publique mondiale. Ces événements viennent confirmer une belle phrase de José Marti, notre héros national : « Les tranchées des idées valent plus que les tranchées en pierre »

## **HAÏTI : LES DESSOUS DE LA CONTESTATION DU CEP**

### **Cyrus Sibert du site La citadelle**

Le Président Martelly ne peut pas suivre la classe politique traditionnelle dans son comportement d'aventuriste politique. Ces anciens politiciens de la Convergence Démocratiques ne sont pas réalistes. En 1999, ils ont commis l'erreur d'aider Préval à remettre le pouvoir Total à Jean-Bertrand Aristide en mai 2000 faute d'avoir négocié un accord de sortie de crise avec un homme de mauvaise foi. A ce moment, ils étaient regroupés au sein de l'ESPACE DE CONCERTATION. En 2006, ils ont permis à Préval-lavalas de reprendre le pouvoir parce qu'ils n'étaient pas assez intelligents pour supporter un seul candidat lors des élections présidentielles post-transition. Alors que le professeur Leslie François Manigat était bien placé pour remporter les élections en 2006, les leaders du secteur dit démocratique avaient préféré jouer solo présentant au peuple 53 candidats. Aujourd'hui, ils demandent au Président Martelly de reporter la formation du Conseil Electoral Permanent pour l'année prochaine, avec l'espoir qu'ils pourront remporter les élections sénatoriales et les collectivités. Ils avaient commis la même erreur en 2006. Ils croyaient qu'ils allaient pouvoir se rallier au 2e tour. Et on connaît le résultat, il n'y a pas eu de 2eme tour. Ces utopistes ne savent pas consolider une position avantageuse. Après, ils étaient tous disponibles pour les Commissions Présidentielles du démagogue Préval au coté des criminels de l'Opération Bagdad comme Samba Boukman, au mépris des militants tombés dans le combat pour la rupture --- comme ceux de Saint-Marc, La Sirie. Aucun

observateur avisé ne fera confiance à ces partis de l'ancienne Convergence qui promettent de Former un CEP permanent après les élections. Quelle garantie ont-ils de remporter les élections? Ils ne comprennent pas qu'un CEP provisoire augmentera la possibilité des anarchopopulistes de Tabarre pour contrôler les élections par infiltration ou en intimidant les représentants lâches des organisations de la Société civile qui siégeront au CEP. L'anti-Duvalierisme faisant de plus d'un des alliés historiques. Si Aristide remporte les élections grâce à un CEP provisoire élargi et infiltré, le CEP permanent sera l'œuvre d'un parlement Lavalassement renforcé et d'un nouveau gouvernement Lavalassement négocié. Le combat au CSPJ prouve que le dictateur est déjà à l'œuvre de ce côté. L'influence de Lavalas sur des hommes dits de lois ayant fait fortune à la faveur de la corruption et de la démocratisation de la drogue sous le régime Lavalas est considérable. De plus, des partis comme la FUSION représentent un vrai danger en ce sens. Car, leur façon de choisir des candidats nous expose à des éléments les plus redoutés de la société. Aujourd'hui, le Président de la Chambre des Députés, Chairman du Parti INITE, a été élu sous l'emblème de la FUSION. Ils sont nombreux les défenseurs de Lavalas et de l'INITE qui sont arrivés au pouvoir grâce au Parti FUSION. Ce parti a un vrai problème en ce qui concerne le contrôle de ses élus et de ses membres. Quand à l'OPL (Organisation du Peuple en Lutte), Paul Denis influence encore certains de ses membres. Le pire, ses dirigeants font preuve d'un certain irréalisme politique et surtout électoral qui les poussent à surestimer la force du parti sur le terrain. En conclusion, la rupture de la domination politique anarchopopuliste Lavalas des 25 dernières années exige que le Président Martelly tire avantage de l'opportunité de former un CEP permanent en 2012. Il doit en profiter pour réformer complètement les pratiques électorales, instaurer le vote électronique qui mettra fin aux marchandages politiques autour des résultats du scrutin et forcer les candidats à présenter des projets, des idées, à débattre. Le peuple haïtien veut le changement. Pour preuve, il a ignoré le discours ZOULOU d'Aristide la veille du 2e tour des élections de 2011 pour choisir dans l'isoloir, un leader nouveau. Sur le terrain, il a imposé son choix. Nous devons consolider cette tendance, en donnant au peuple la possibilité de choisir librement dans l'isoloir et de trancher par les urnes. Car, malgré les tapages qu'on observe dans les médias faisant croire qu'une force puissante Lavalas domine le terrain, les faits démontrent clairement que le Parti de Jean-Bertrand Aristide n'a jamais gagné une élection sans avoir contrôlé l'appareil électoral. En 1990, malgré la force de frappe d'Aristide qui s'était traduite en un plébiscite, le parlement était partagé entre plusieurs partis politiques dont l'ANDP de Marc Louis Bazin (l'adversaire farouche d'Aristide). C'était le cas en mai 2000 et en 2006. Le peuple vote les leaders naturels qui le supportent et l'encadrent. Ces leaders ne se retrouvent pas au sein d'un seul Parti politique. De plus, ils sont plus des leaders socioculturels que strictement politiques. Alors, pas question pour

le Président Martelly de revenir sur la formation d'un CEP permanent qui permettra d'institutionnaliser le mode de choix des dirigeants politiques, de moderniser les élections et de rendre le pouvoir au peuple. Il faut finir avec ces chantages au Centre de Tabulation, ces deals électoraux entre leaders de partis réunis dans des forums de négociations de type PREVAL 2009. Ces négociations qui accouchaient un partage de pouvoir avec l'OPL au Ministère de l'éducation et la FUSION au Ministère de la Santé Publique. En passant, par respect pour le peuple, ces partis devraient présenter un bilan sur leur gestion quand ils exerçaient le pouvoir au sein de des Ministères de l'éducation et de la Santé publique. Ne parlons pas des démagogues très critiques aujourd'hui mais connus pour leurs gabegies au sein de l'ONA (Office Nationale d'Assurance), de l'OAVCT (Assurance Véhicule) durant la transition de 2004; ces bénéficiaires de contrats juteux de publicité sans appels d'offre, qui aujourd'hui accusent la famille Présidentielle de tous les pêchés du monde. Le Président Martelly ne peut pas suivre la classe politique traditionnelle dans son comportement d'aventuriste politique.

## **AFRIQUE**

### **QUEL AVENIR POUR L'ÉTHIOPIE ?**

Meles Zenawi a tiré sa révérence lundi dernier. Le Premier ministre éthiopien, malade et hospitalisé à l'étranger, est finalement mort de sa maladie, laissant derrière lui un pays en plein chantier mais aussi en plein doute. L'homme qui s'en va ainsi n'était pas tendre avec ses opposants. La grande question est de savoir comment ses successeurs vont gérer cette transition. Continuité ou changement radical en matière de respect des droits humains ? C'est la principale grosse tache noire durant le mandat de l'ancien chef rebelle du Front de libération du peuple du Tigré (FLTP) qui renversa en 1991, le « Negus rouge », Mengustu Hailé Mariam. Sa tentative de démocratiser le pays le conduira au poste de président puis de Premier ministre avec à la clé des élections très contestées par ses opposants qui subiront d'ailleurs une forte répression. L'apprenti démocrate avait oublié de se débarrasser de ses scories de révolutionnaire maoïste : conserver le pouvoir à tout prix en matant toute contestation et réaliser de grands projets de développement pour marquer les esprits. Dans les deux cas, son principal adversaire était le temps y compris la maladie. 22 ans après, Meles Zenawi que certains n'hésitent pas à considérer comme le dernier empereur d'Éthiopie, aura cependant changé le visage de son pays. L'Éthiopie n'est pas un pays riche, mais avec Zenawi, ce pays est devenu une puissance sous-régionale. Après avoir résisté à deux rébellions, celle des Oromos et celle de l'Ogaden, ses interventions militaires en Somalie avec ou sans mandat de la communauté internationale, ont fini par lui conférer un statut de pays

stratégique dans la région et sur lequel les Américains ont décidé de s'appuyer dans la lutte contre le terrorisme. Etant allié donc des Américains dans la lutte contre le terrorisme, ceux-ci ont souvent fermé les yeux sur les libertés qu'il a prises sur les droits de l'homme notamment en 2005 et 2010. L'UA dont le siège se trouve dans la capitale éthiopienne non plus n'a jamais levé le petit doigt sur les errements du berceau de l'unité africaine. De ce côté-là, c'est le contraire qui aurait surpris. Avec la disparition de ce chef militaire, devenu Premier ministre, l'Ethiopie a une chance unique de vivre une transition pacifique au sein même du régime. Le chef historique a passé la main, reste à savoir si ses compagnons auront la capacité d'assurer la continuité en attendant le choc des prochaines élections de 2015 à l'occasion desquelles l'opposition pourrait jouer son va-tout afin d'obtenir enfin une alternance démocratique, inimaginable sous Zenawi. C'est en cela qu'il faut craindre pour ce pays qui était une sorte d'îlot de stabilité au milieu de pays en conflit. Maintenant que l'homme fort a tiré sa révérence, ses héritiers sauront-ils préserver ses acquis positifs et corriger ses excès ? L'expérience des pays qui ont subi un trop long règne de leurs dirigeants appelle à plus de circonspection.

## **ABUNA PAULOS LE PATRIARCHE ORTHODOXE D'ÉTHIOPIE EST MORT**

Le Patriarche orthodoxe d'Ethiopie, Abuna Paulos, est mort à Addis Abeba, des suites d'une grave maladie. Dans un télégramme de condoléances, Benoît XVI évoque la visite du Patriarche au Vatican et son discours lors de la deuxième Assemblée spéciale pour l'Afrique du Synode des évêques en octobre 2009, en qualité de délégué fraternel. Le Pape rend par ailleurs hommage à son engagement ferme en faveur du dialogue et de la coopération entre l'église orthodoxe éthiopienne et l'Eglise catholique. Il prie pour le repos de son âme et pour tous ceux qui pleurent sa mort. Abouna Paulos était âgé de 76 ans. Il occupait cette charge depuis 1992. Le secrétaire du Conseil œcuménique des églises le qualifie de « figure spirituelle extraordinaire », qui a œuvré avec courage pour le dialogue œcuménique et interreligieux, qui s'est dépensé pour lutter contre le fléau du Sida dans son pays et pour l'émancipation sociale des plus pauvres. A Rome, la communauté de Sant'Egidio se souvient avec affection et émotion de cet « héritier d'une très ancienne Eglise martyre, qui a enduré les années difficiles de la dictature et de la guerre ». Abuna Paulos a connu personnellement la persécution : il a été incarcéré et exilé pour sa fidélité à l'Évangile. Il a été l'un des artisans de la renaissance de l'église en Éthiopie et une des personnalités les plus influentes du christianisme africain. Il a contribué aux négociations qui ont abouti en 2 000 à la fin de la guerre frontalière entre l'Éthiopie et l'Érythrée. Il a reçu, entre autres, la médaille Nansen, attribuée par le Haut Commissariat aux Réfugiés de l'ONU pour le rôle de son église dans le soutien aux réfugiés. L'église orthodoxe Tewahedo d'Éthiopie compte environ 40 millions de fidèles.

## ORIENT

### LES RODOMONTADES DES ÉTATS UNIS SUR LA SYRIE

Le président américain Barack Obama a déclaré que son pays interviendrait en Syrie en cas d'utilisation d'armes chimiques. Il s'agit de mots car les États-Unis n'ont pas les moyens de financer une guerre. Ils n'ont pas les moyens car ils ont tiré sur leurs ressources. Ils ont fait la guerre à crédit depuis 10 ans. De plus, les Américains ont sous-traité la guerre, ils sont maintenant en grandes difficultés. Par ailleurs, le déficit budgétaire est considérable. Les réductions des dépenses actuellement en discussion vont toucher aussi le ministère de la Défense. Le gouvernement américain doit économiser 259 milliards en cinq ans et 487 milliards en 10 ans. Le secrétaire de la Défense, Leon Panetta essaye de faire des économies. Sur le terrain, cela prend plusieurs formes : des fermetures de bases, l'annulation de commandes coûteuses, comme les avions F35. Au final, on constate bien qu'une guerre n'est pas jouable, ni au niveau de l'opinion publique, ni sur le plan budgétaire et diplomatique. En réalité la déclaration de Barack Obama est un gros coup de « comm' » en pleine élection. Cette déclaration est à destination -en grande partie- de l'opinion publique américaine. Pourtant, il y a un certain risque dans cette déclaration. L'opinion publique américaine n'a pas envie de connaître une nouvelle guerre. En 10 ans, elle a connu l'Irak et l'Afghanistan. Sa préoccupation, c'est l'économie et l'emploi, pas la Syrie.

PRÉPARÉE PAR JACQUES DAVILA



## ÉTAT DES MARCHÉS

## ASIE

Les places asiatiques auraient pu déprimer ce matin, après la publication d'un indice d'activité manufacturier chinois d'août une nouvelle fois en berne, inférieur de 1,5 point à celui de juillet. Shanghai accuse certes un peu le coup, en rendant -0,2%, mais les autres marchés de la région sont en hausse, de 0,42% pour le [Nikkei 225] à Tokyo à 0,93% pour le Hang Seng de Hong Kong, en passant par 0,2% à Sydney en Australie et à Séoul en Corée. La raison ? Les minutes de la dernière réunion de la banque centrale américaine dévoilées hier soir, qui ont montré que plusieurs des membres de la Fed étaient prêts à soutenir un plan de relance si l'activité économique peinait repartir.

## ÉTATS UNIS

La Bourse de New York a terminé en nette baisse jeudi, doutant d'une éventuelle intervention de la Réserve fédérale américaine pour stimuler l'économie américaine, et déçue par une série d'indicateurs mondiaux: le Dow Jones a cédé 0,88% et le Nasdaq 0,66%. Selon les résultats définitifs à la clôture, l'indice Dow Jones Industrial Average a lâché 115,30 points à 13.057,46 points et le Nasdaq, à dominante technologique, 20,27 points à 3.053,40 points. L'indice élargi Standard & Poor's 500 a glissé de 0,81% (-11,41 points à 1.402,08 points). Au lendemain de la publication des minutes d'une réunion de la Réserve fédérale américaine (Fed) dans lesquelles les courtiers ont pu découvrir que les dirigeants de la Fed n'excluaient pas d'augmenter "sous peu" leur soutien à l'économie américaine, Wall Street est restée ancrée dans le rouge. "Le S&P 500 a terminé à peine au-dessus des 1.300 points", alors qu'il s'était approché d'un niveau plus vu en 4 ans mardi, a constaté Peter Cardillo, de Rockwell Global Security.

## EUROPE

La Bourse de Paris a terminé en baisse jeudi (-0,84%), pour la seconde séance consécutive, dans un marché qui s'interroge sur la probabilité de nouvelles mesures de relance de la part de la banque centrale aux Etats-Unis. L'indice CAC 40 a perdu 29,09 points à 3.432,56 points, dans un volume d'échanges une nouvelle fois peu fourni, de 2,166 milliards d'euros. La veille, il avait déjà lâché 1,47%. Parmi les autres marchés européens, Francfort a perdu 0,97% mais Londres a pris 0,04%. Par ailleurs, l'Eurostoxx 50 a lâché 0,96%. "Les investisseurs prennent des bénéfices après des propos d'un membre de la Fed qui fait douter le marché sur la possibilité de mesures de soutien aux Etats-Unis", explique Frédéric Rozier, gérant chez Meeschaert Gestion Privée.

## CHANGE

L'euro montait jeudi face à un dollar sous pression depuis la publication des minutes de la Réserve fédérale américaine (Fed), qui a relancé les spéculations des cambistes sur une nouvelle intervention de l'institution pour soutenir l'économie. Vers 21H00 GMT, l'euro valait 1,2562 dollar contre 1,2522 dollar mercredi vers 21H00 GMT. La monnaie unique européenne est même montée jeudi vers 15H15 GMT à 1,2590 dollar, un nouveau sommet depuis le 4 juillet. L'euro gagnait également du terrain face au yen, à 98,59 yens contre 98,34 yens mercredi soir. Le dollar reculait légèrement face à la devise nipponne, à 78,47 yens contre 78,53 yens la veille. Vers 21H00 GMT, la livre britannique baissait face à l'euro, à 79,20 pence pour un euro, ainsi que face au billet vert, à 1,5858 dollar, après avoir atteint vers 07H10 GMT 1,5912 dollar, son plus haut niveau depuis trois mois et demi. La devise helvétique restait stable face à l'euro, à 1,2009 franc suisse pour un euro, et montait face au billet vert, à 0,9559 franc suisse pour un dollar, après avoir atteint vers 15H15 GMT 0,9539 franc, au plus haut depuis sept semaines. La devise chinoise a fini à 6,3533 yuans pour un dollar contre 6,3518 yuans la veille.

## MATIÈRES PREMIÈRES

La spéculation a également fait remonter l'or, qui est revenue en trois jours sur ses niveaux du début du mois de mai, en se négociant ce matin autour de 1.666 dollars l'once.

Les prix du pétrole confortaient leur hausse jeudi en fin d'échanges européens, toujours dopés par des espoirs renforcés d'une intervention de la Réserve fédérale américaine (Fed), les investisseurs faisant par ailleurs peu de cas d'un indicateur chinois morose. Vers 16H00 GMT (18H00 HEC), le baril de Brent de la mer du Nord, échangé sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, pour livraison en octobre valait 116,13 dollars, en hausse de 1,22 dollar par rapport à la clôture de mercredi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) pour la même échéance gagnait 46 cents à 97,72 dollars, après s'être hissé vers 07H15 GMT à 98,29 dollars, un sommet depuis le 4 mai.

**PRÉPARÉE PAR WESLEY AMINATA**



**M**ANAGEMENT ET DROIT

**COMPRENDRE LES CONCEPTS DE L' ÉCONOMIE**

**L'épargne** représente la partie non consommée du revenu. En termes macroéconomiques, c'est la différence entre le Revenu national et la Consommation globale. L'épargne nationale inclut l'épargne des ménages, celle des entreprises et celle des administrations (mais un excédent budgétaire est fort rare). L'épargne est aussi considérée comme un flux qui alimente le patrimoine des agents économiques, patrimoine constitué de l'ensemble des avoirs (actifs financiers, logements) des agents et de l'ensemble de leurs dettes à un instant donné. Pour les ménages, l'épargne peut être motivée : par le souhait d'accroître leur consommation future ; par un besoin de précaution ; par la volonté de constituer un patrimoine qui puisse le cas échéant être légué aux générations futures. Pour une entreprise, l'épargne est motivée par le souhait de dégager une capacité d'autofinancement destinée à financer les investissements. Le taux d'épargne nationale est le rapport entre l'épargne brute des résidents et le Produit Intérieur Brut (PIB). L'épargne des ménages peut être non financière (achats de logements et terrains essentiellement) ou financière (épargne liquide : dépôts bancaires rémunérés à rendement plutôt faible ; épargne sous forme de placements financiers : achat d'actions, d'obligations, de parts de FCP – Fonds Communs de Placement, etc., dont le rendement est plus élevé mais le niveau de risque plus grand). L'agent économique qui épargne opérera un arbitrage entre la liquidité et le rendement du produit d'épargne. Au plan de la théorie économique, pour les classiques (A. Smith) et les néo-classiques (A. Marshall), l'épargne est ce qui finance l'investissement et elle est une fonction croissante du taux d'intérêt, défini comme le prix de la renonciation à la consommation présente. Selon la loi de Say, plus précisément, toute épargne prend la

forme de titre financier. Sur le marché des fonds prêtables, le taux d'intérêt réel assure l'équilibre entre l'offre de fonds (demande de titres financiers) et la demande de fonds (offre de titres financiers) qui émane des entreprises. Pour Keynes et les Keynésiens au contraire, l'épargne est seulement un résidu, un « excès du revenu sur la dépense de consommation ». Ex post, l'épargne est certes égale à l'investissement, mais pour Keynes c'est l'investissement qui cause l'épargne.

**Le terme « plein emploi »** décrit une situation de l'économie dans laquelle d'une part, toute personne désirant travailler occuperait effectivement un emploi, et d'autre part toutes les capacités matérielles de production seraient utilisées. On distingue ainsi le plein emploi des hommes ou de la main d'œuvre, du plein emploi du capital ou des équipements (moyens de production). Le plein emploi des moyens de production est réalisé lorsque le rapport entre le taux d'utilisation d'un équipement et sa capacité de production est égal à 1. Le principe du travail posté, des « 3x8 » ou encore d'autres organisations du travail comparables, est d'utiliser les capacités de production au niveau du plein emploi : 24 heures sur 24 et 365 jours sur 365. En pratique, le taux de plein emploi des moyens de production est toujours inférieur à 1, et son niveau varie bien sûr selon les secteurs d'activité. Quant au plein emploi du capital, lorsqu'il est réalisé, il présente l'inconvénient d'un manque de souplesse pour une entreprise : celle-ci ne pourra faire face instantanément à une augmentation de la demande. Principale acception du terme, le plein emploi des hommes ou de la main d'œuvre est théoriquement obtenu lorsque le rapport entre la population active effective et la population active potentielle est égal à 1. Mais compte tenu d'un chômage « naturel » et/ou « frictionnel » incompressibles (de 2 à 3 % de la population active), le plein emploi serait obtenu lorsque ce rapport est égal à 0,97. Dans la théorie classique et pour les libéraux, le plein emploi est garanti par l'économie de marché : la baisse des salaires en cas de chômage entraîne une augmentation de la demande de travail par les entreprises et le plein emploi devrait se rétablir naturellement. Marx et Keynes ont cependant démontré que le plein emploi est une situation idéale ou mythique, même si l'expansion économique des « trente glorieuses » (1945-1975) dans les pays développés a pu être considérée comme créant une situation de plein emploi. Depuis 1974 cependant, cette situation d'équilibre d'un taux de chômage nul semble largement imaginaire, et lorsqu'il est évoqué ou invoqué par les responsables politiques, le « retour au plein emploi » signifie le plus souvent un objectif de diminution du taux de chômage. Enfin, si l'emploi est mesuré en heures de travail effectives et en heures de travail potentielles, le rapport des unes aux autres, par le biais des heures supplémentaires, peut fort bien se révéler supérieur à 1. **PRÉPARÉ PAR MYRIAM ROMUALD**





## **TABLEAU DE BORD**

### **LE SMIC**

Le montant du SMIC horaire brut est fixé, à partir du 1er juillet 2012 à **9,40 €** soit **1425,7 € brut mensuel** sur la base de la durée légale de travail de 35 heures hebdomadaire ( **1120 net** ).

Avec la prise en compte de l'accord BINO le salaire minima est de: **1679,7 € brut mensuel** dont **254€** de prime BINO.

Avec les critères de Guadeloupe les chiffres sont : **9,50 brut ; 1440,86 brut**

### **INDICE DU COÛT DE LA CONSTRUCTION:**

L'indice du coût de la construction (ICC), s'élève au 4e trimestre 2011 à 1.638 points soit une augmentation annuelle de 6,85 %. Au quatrième trimestre 2011, l'indice des loyers commerciaux s'établit à 106,28. Sur un an, il est en hausse de 3,26 %.

### **POPULATION**

POPULATION 2010: 407 205 habitants

### **OFFRE**

PIB 2010 : 8,9 dont 34 % de PIB non marchand ( 3,1 )

IMPORTATIONS 2010: 2,5

RESSOURCES TOTALES : 11,4

### **DEMANDE**

CONSOMMATION 2010:10,3

INVESTISSEMENT 2010 : 0,8

EXPORTATIONS 2010 : 0,3

DEMANDE TOTALE : 11,4

### **PRIX**

MAI 2012 : 1,3% SUR UN AN

### **EMPLOI , CHÔMAGE**

DEMANDEURS D'EMPLOI EN AVRIL : 64.610

OFFRE D'EMPLOI EN AVRIL :NC

### **NOMBRE D'ENTREPRISES**

NOMBRE D'ENTREPRISES CRÉÉES MARS 2012 : 542

### **OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE**

# LA NATION

**PUBLICATION DU GROUPE MEDIA CARAIBE : 22 BIS  
RUE ALEXANDRE ISAAC POINTE À PITRE GUADELOUPE**

**INTERNET :** SITE INTERNET : <http://guadeloupeconvention.typepad.com> ;

**FACEBOOK** <http://www.facebook.com/pages/La-Nation/157867524265289>

## **RÉDACTION**

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET RÉDACTEUR EN CHEF : **ELUTHER JEAN PAUL**

COMITÉ DE RÉDACTION : José Ayassamy ; Romuald Myriam ; Jacques Davila; Wesley aminata.

## **ADMINISTRATION :**

PRÉSIDENT DU CONSEIL D ADMINISTRATION : DAVILA JACQUES

COORDONNATEUR ADMINISTRATIF:

Abonnement : 0690 40 42 55 ;

Publicité : Régie Caraïbe de publicité 0690 40 42 55 ;

Agence de presse : Média info

*Suivez* Nous sur }  
**facebook**



**Pensez ENVIRONNEMENT : n'imprimez que si nécessaire**